

Kolja Lindner, *Die Hegemoniekämpfe in Frankreich. Laizismus, politische Repräsentation und Sarkozysmus*,
Hambourg, Argument, 2017, 304 pages

Niklas Plaetzer

DANS **RAISONS POLITIQUES** 2017/4 (N° 68), PAGES 100 À 106
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 1291-1941

ISBN 9782724635027

DOI 10.3917/rai.068.0100

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2017-4-page-100.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Kolja Lindner, *Die Hegemoniekämpfe in Frankreich. Laizismus, politische Repräsentation und Sarkozismus*, Hambourg, Argument, 2017, 304 pages

Un des aspects particuliers de la politique française est que la notion de « laïcité » ne cesse d'échauffer les esprits. Loin d'être un concept strictement juridique, la « laïcité » est un signifiant traversé de tensions – à la fois une idée philosophique et un objet des luttes, l'idéal de l'universalisme républicain, pourtant également mobilisé dans des discours sur l'islamophobie en France. Comme peu d'autres signifiants du discours politique, « la laïcité » semble être définie par cette véritable « guerre de position » autour de sa signification, pour reprendre l'expression fameuse d'Antonio Gramsci. Le politologue allemand Kolja Lindner a suivi la trace de ce conflit, ainsi que celle de la représentation politique, à la lumière de ce qu'il appelle le « sarkozisme ». Les analyses existantes du phénomène Nicolas Sarkozy ont souvent porté sur le rôle du leader charismatique, similaire à ce que suggèrent les notions de gaullisme ou de bonapartisme. Cependant, ce qui manquait dans les analyses de la présidence de Sarkozy était une perspective qui l'inscrit non seulement dans un récit socio-politique plus large, mais surtout, comme le soutient Lindner en brisant certains tabous des sciences sociales en France, dans le contexte de conflits de classe, de genre, et de race.

En s'inspirant des *cultural studies* anglophones et du sociologue jamaïcobritannique Stuart Hall, Lindner formule une contribution aussi critique qu'originale en analysant brillamment l'ascension et l'effondrement de l'UMP autour de Sarkozy. Ainsi, son analyse de discours, basée principalement sur des sources journalistiques françaises, dépasse cependant les limites du débat national, notamment quant au rôle incontournable des constructions raciales. Le résultat impressionnant de ce travail de thèse, soutenu sous la direction d'Yves Sintomer à l'université Paris 8 et à l'Université Libre de Berlin, a récemment été publié en allemand (Hambourg, Argument, 2017) ; l'œuvre constitue une intervention urgente qui mérite amplement d'être lue et discutée en France. *Die Hegemoniekämpfe in Frankreich* (« Les luttes hégémoniques en France ») est un livre remarquable : non seulement pour la liaison magistrale entre des analyses empiriques de l'histoire contemporaine et des réflexions théoriques autour de l'« hégémonie » gramscienne, mais peut-être, surtout, pour son insistance sur des continuités de l'histoire coloniale qui n'ont jamais cessé de structurer la politique française.

« Je ne mène pas un combat politique mais un combat idéologique. Au fond, j'ai fait mienne l'analyse de Gramsci : le pouvoir se gagne par les idées. C'est la première fois qu'un homme de droite assume cette bataille-là » (p. 146). Cette citation étonnante du Président Sarkozy apparaît comme le

point de départ de la réflexion de Lindner. Le but principal de son œuvre est d'expliquer ce qu'il appelle les « ambitions hégémoniques de la droite bourgeoise en France » (p. 13) entre 2002 et 2012, autour de la montée et de la chute de Sarkozy. Bien que Lindner considère son travail comme étant avant tout une contribution aux débats en théorie politique, l'un des principaux mérites de l'auteur réside dans sa volonté de mettre à jour la notion marxiste d'hégémonie tout en l'ouvrant à d'autres disciplines des sciences sociales pour des analyses empiriques et fondées historiquement. *Die Hegemoniekämpfe in Frankreich* se divise ainsi en deux parties. Dans un premier temps, l'auteur présente le débat controversé autour des différentes théorisations de l'hégémonie, avant de passer à une contextualisation historique de ce qu'il considère comme la « double crise » de la laïcité et de la représentation politique en France. La deuxième partie du livre est consacrée à l'analyse de la droite française entre 2002 et 2012, suivant une narration chronologique du « sarkozysme » que l'auteur entend comme un projet hégémonique et une tentative de réponse à cette double crise.

Avant de passer aux analyses empiriques, Lindner esquisse les grandes lignes du débat théorique sur l'hégémonie. L'intérêt de cette notion gramscienne, selon l'auteur, est dû à son orientation normative de la « non-domination » (p. 26), contrairement aux théories qui considèrent l'existence de la domination comme une condition indispensable de tout ordre social et politique. Ce n'est alors qu'à la lumière d'un questionnement radical de la domination que les processus de sa genèse et de sa reproduction parmi les sujets politiques deviennent visibles. Lindner cite Gramsci pour lequel l'État ne se réduit pas à un lieu circonscrit, c'est-à-dire à un champ politique discret et bien défini, mais dénote « l'ensemble des activités pratiques et théoriques par lesquelles la classe dirigeante, non seulement justifie et maintient sa domination, mais réussit également à obtenir le consensus actif des gouvernés » (p. 32). D'une part, l'approche gramscienne permettrait ainsi de penser le politique à l'échelle de l'institution conflictuelle du social dans son ensemble. L'hégémonie serait donc un outil conceptuel qui arrive à montrer les interdépendances entre des sphères que d'autres approches mettraient à part (la politique, le social, la culture, etc.), en les inscrivant dans un même processus de reproduction de la domination. Mais d'autre part, comme Lindner le montre de manière éloquent, Gramsci retombe souvent dans un fonctionnalisme réductionniste qui ne voit dans les luttes hégémoniques rien d'autre que les reflets d'une structure de classe sous-jacente. Contre la conception gramscienne, l'auteur entreprend donc deux tâches théoriques, à savoir dépasser ce qu'il appelle le « réductionnisme de classe » de la théorie de l'hégémonie, et la rendre applicable aux analyses empiriques des structures sociales et politiques (p. 15).

Le premier chapitre retrace et discute les différentes conceptualisations de l'hégémonie dans la tradition marxiste. Pour Antonio Gramsci, l'hégémonie est caractérisée « par la combinaison de la force et du consentement qui s'équilibrent de façon variable, sans que la force l'emporte trop sur le consentement, voire en cherchant à obtenir que la force apparaisse appuyée sur le

consentement de la majorité¹ ». À la lumière de cette extension gramscienne des pratiques politiques au-delà d'une sphère étatique, définie et circonscrite, Lindner lit Gramsci comme un « précurseur » des auteurs contemporains qui proposent une distinction entre « le politique » et « la politique » (*das Politische* contre *die Politik*). Une telle distinction permettrait de « tourner le regard vers le niveau fondamental du conflit à propos de l'institution de la société en tant que telle », au-delà d'une sphère institutionnelle donnée (p. 32). Ce qui anime la présentation détaillée de l'hégémonie chez Gramsci, Louis Althusser, Nicos Poulantzas, ainsi que Chantal Mouffe et Ernesto Laclau dans ce premier chapitre est donc avant tout la libération des possibilités politiques du concept, c'est-à-dire les manières dont il peut dépasser ce que Lindner appelle les « réductionnismes » et les « fonctionnalismes » de la tradition marxiste. Les notions d'hégémonie développées par Gramsci, Althusser et Poulantzas risquent en effet de réduire l'institution conflictuelle du politique à l'accomplissement des effets « plus ou moins prédéterminés » par le mode de production capitaliste.

Mais selon Lindner, nous pouvons aussi trouver chez ces auteurs des ressources qui nous permettraient de penser des « conflits de devoirs » (Althusser) chez des sujets multiples, qui se trouvent interpellés par des dimensions potentiellement divergentes de leurs propres identités². Sans pour autant expliciter cette dette intellectuelle, la critique de Gramsci, de Poulantzas et d'Althusser que Lindner développe dans son premier chapitre reprend et actualise davantage le propos de Mouffe et Laclau sur l'hégémonie comme étant une articulation politique contingente, et non pas le reflet du mode de production, ou une stratégie des acteurs qui existeraient en dehors de ce processus d'articulation discursif³. Car, comme Mouffe et Laclau l'ont démontré de façon percutante, même une « détermination par l'économie en dernière instance » ne sera autre chose qu'une détermination simple et unidirectionnelle *dans cette instance*⁴. En revanche, une théorie politique de l'hégémonie devrait à tout prix éviter un fondement ontologique dans une détermination en dernière instance, qui serait conçue comme étant préexistante au champs politique (par exemple, « la lutte des classes » conçue comme un fait anhistorique).

Malgré la critique soignée et significative des tendances déterministes dans la tradition marxiste, la tentative de l'auteur d'élaborer une théorie politique de l'hégémonie qui saurait éviter un fondement ontologique échoue. Certes, Lindner défend de manière convaincante l'intérêt de la notion

1 - Antonio Gramsci, *Guerre de mouvement, guerre de position*, édité par Razmig Keucheyan, Paris, La Fabrique, 2011, p. 234.

2 - Louis Althusser, *Sur la reproduction*, édité par Jacques Bidet, Paris, PUF, 1995, p. 235.

3 - Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics*, Londres, Verso, 1985.

4 - *Ibid.*, p. 99 : « If the economy is an object which can determine any type of society in the last instance, this means that, at least with reference to that instance, we are faced with simple determination and not overdetermination. If society has a last instance which determines its laws of motion, then the relations between the overdetermined instances and the last instance must be conceived in terms of simple, one-directional determination by the latter. »

d'hégémonie face à d'autres approches qui n'osent plus « poser la question des relations de domination » (p. 274). Pour lui, ce serait notamment le cas des « théories de la légitimité » (p. 53) qu'il trouve chez Max Weber ou bien chez Jürgen Habermas. Dans sa lecture, Weber et Habermas partagent l'objectif théorique de légitimer la domination, plutôt que de la questionner politiquement. Ainsi, ce qu'il appelle les « théories de la légitimité » ne sont pas capables de nous aider à comprendre le processus conflictuel qui entraîne la (re)production de la domination sociale. Dans les passages les plus convaincants, Lindner insiste ainsi sur les manières dont une opération hégémonique reconfigure les identités des groupes impliqués dans la reproduction de la domination : ainsi, par exemple, quand le ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy a pu adapter un discours sur la « diversité » en intégrant des représentantes racisées dans son équipe, tout en criminalisant les jeunes de banlieue issus de l'immigration postcoloniale – une stratégie politique qui se trouve au cœur du « sarkozysme », entraînant des effets complexes et multidirectionnels, comme Lindner le démontre brillamment dans la deuxième partie de l'ouvrage. Cependant, le problème théorique qu'il n'arrive pas à résoudre, consiste dans le fondement ontologique que l'auteur souhaite donner à son propos, en s'opposant explicitement à Mouffe et Laclau.

Pour Lindner, Mouffe et Laclau réduiraient les luttes sociales à un « effet politique purement discursif » (p. 51), qui serait le symptôme d'un « réductionnisme du discours » ayant pris la place de l'ancien réductionnisme marxiste de classe (p. 50-51). Dans une note de bas de page plutôt confuse, Lindner identifie son propre travail sur l'hégémonie au courant théorique du « réalisme critique » de la sociologue Margaret S. Archer et du philosophe Roy Bhaskar, ainsi que du politologue Benjamin Opratko⁵. Ces auteurs partageraient la « supposition réaliste » qu'il y a des « choses qui existent indépendamment de nos observations et théorisations respectives et que nous pouvons les discerner » (p. 48). Dans ce sens, le réalisme critique défendrait une « ontologie naturaliste et matérialiste » (*ibid.*). À la lumière de l'approche avancée dans l'ouvrage, il n'est pas du tout évident de saisir dans quel sens le « réalisme critique » nous aiderait à comprendre les luttes hégémoniques que l'auteur souhaite analyser au-delà du fondationnalisme. Au contraire, sa critique de Mouffe et Laclau et la référence embrouillée à l'ontologie sociale du réalisme critique suggèrent que l'auteur serait, en fin de compte, tenté d'imaginer les acteurs politiques comme étant eux-mêmes pré-discursifs, et non pas constitués par les tensions qui les traversent et les produisent. Cette tendance devient presque inquiétante quand Lindner insiste à plusieurs reprises sur le besoin normatif d'avancer une « politique de la présence », ou bien une « politique de la reconnaissance » pour différents « groupes sociaux » en France (p. 121-122) ; un propos sans doute pertinent et significatif, mais distinct d'une théorie du politique. Son recours étrange à un fondement dernier ne mine pas seulement les arguments pour l'usage politique de la notion d'hégémonie, en

5 - Voir Benjamin Opratko, *Hegemonie. Politische Theorie nach Gramsci*, Münster, Westfälisches Dampfboot, 2012.

la réduisant à un processus de « formation des équilibres de compromis » (p. 65) entre différents acteurs sociaux ; il semble d'autant plus problématique considérant que ni Margaret S. Archer, ni Roy Bhaskar (les références principales pour Lindner dans sa discussion de l'ontologie sociale) n'apparaissent dans la bibliographie de l'ouvrage.

Ainsi, la critique que l'auteur propose du « réductionnisme du discours » chez Mouffe et Laclau reste problématique, car la référence à un soi-disant « réalisme » des structures sociales, qui s'opposerait à de simples « métaphores linguistico-théoriques » (p. 51, citant Opratko), dépend elle-même d'une compréhension très limitée de la notion du discours. Comme le soulignent sans cesse Mouffe et Laclau, le discours n'est pas simplement réductible à une sphère « symbolique » qui pourrait représenter, de manière plus ou moins juste, une « réalité » sous-jacente et pré-discursive⁶. Au contraire, toute critique d'un « réductionnisme du discours » indique elle-même une réduction du discours à ce qui est non-matériel, en le confondant avec la vieille notion marxiste de « super-structure idéologique ». Une telle position paraît métaphysique dans le sens où elle découle de l'idée d'un savoir référentiel, au lieu d'entendre la matérialité elle-même comme le résultat de la production immanente et politique de signification, c'est-à-dire de l'articulation hégémonique. En introduisant un fondement ontologique, Lindner limite la force de son propre concept d'hégémonie, qui au final dénote plus la logique de la constitution du social en tant que tel (le politique), que celle de la reproduction de la domination sur le champ de la politique parmi des acteurs variables.

Si l'intérêt de l'ouvrage se réduisait à sa contribution à une théorie du politique, on pourrait être déçu par ces décalages, voire ces imprécisions conceptuelles. Mais ce qui fait de *Die Hegemoniekämpfe in Frankreich* un travail d'une importance capitale est la façon dont l'auteur arrive à montrer que les constructions de race, classe, et genre, ainsi que l'héritage du colonialisme continuent à animer les débats français contemporains autour de la « laïcité » et de la « représentation politique ». La contextualisation historique de la laïcité que l'auteur entreprend dans son deuxième chapitre, suivant notamment les travaux de Jean Baubérot, offre un véritable panorama des contradictions internes d'une notion prétendument universelle : « Malgré le fait que l'article 1 de la constitution de 1958 définit la République comme étant "indivisible" et "laïque", il existe jusqu'à aujourd'hui six règlements différents dans les territoires d'outre-mer, c'est-à-dire huit en France, dans son ensemble, si on considère aussi le régime légal de la laïcité en métropole ainsi que le concordat en Alsace-Moselle » (p. 86). Lindner montre comment des présupposés idéologiques du colonialisme, y compris raciaux, jouent dans la définition de la laïcité, qui s'est construite politiquement contre l'image de la population colonisée en

6 - Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy...*, op. cit., p. 98 : « There are not two planes, one of essences and the other of appearances, since there is no possibility of fixing an ultimate literal sense for which the symbolic would be a second and derived plane of signification. »

Algérie, exclue de l'application de la loi de 1905 et assujettie à un régime d'exception. Le discours colonial de la « mission civilisatrice » fusionnait ainsi le missionarisme catholique avec la croyance républicaine en la laïcité, produisant un « catho-laïcisme » (p. 91) fondamentalement blanc et anti-musulman⁷. La loi de 1865 permettait aux Algériens, définis comme des « sujets de la France », de passer au statut de « citoyens français », mais exigeait une conversion au christianisme en construisant la citoyenneté française contre l'Islam. Dans une décision de la cour d'appel d'Alger de 1903, la notion juridique de « musulman » en droit colonial est définie de manière explicitement raciale, désignant « l'ensemble des individus d'origine musulmane qui, n'ayant point été admis au droit de cité, ont nécessairement conservé leur statut personnel musulman, sans qu'il y ait lieu de distinguer s'ils appartiennent ou non au culte mahométan⁸ ». C'est dans ce contexte d'une citoyenneté française, à la fois chrétienne et laïque car définie contre l'Islam en territoire colonial, que la laïcité de 1905 a pris sa signification.

Loin d'être de simples épisodes historiques, ce sont ces discours coloniaux qui continuent à animer le républicanisme français contemporain, « au moins dans sa reformulation restrictive et nationale-identitaire » (p. 94). Pour l'auteur, ce n'est donc pas du tout l'Islam en tant que religion mais au contraire « le particularisme culturel et historique de la laïcité française qui complique leur compatibilité » (p. 90-91). Dans les termes gramsciens, la « crise organique » de la laïcité ainsi que celle de la représentation politique résultent alors de l'impossibilité pour le discours universaliste de répondre à une pluralité sociale, qui pour autant l'habite et le pousse au-delà de ses limites. Pour Lindner, cette double crise profonde de la laïcité et de la représentation, émerge de manière de plus en plus urgente depuis les années 1980, et elle déstabilise « l'incarnation particulier de l'universel en France. Avec celle-ci, c'est l'universel dans son universalité qui se trouve mis en question » (p. 93).

C'est donc à la lumière de la crise organique du républicanisme universaliste que le « sarkozysme » prend son sens et peut être expliqué par ses propres tensions internes. Il ne signifie pas seulement un nouveau déploiement des vieux tropes coloniaux, tel que pourrait sans doute le suggérer la répression des émeutes de 2005 en banlieue, largement dirigée contre des jeunes racisés, ou l'usage raciste du terme « racaille » par le ministre de l'intérieur. Ce que les analyses de Lindner révèlent, c'est avant tout le caractère beaucoup plus subtil du projet hégémonique de la droite sous Sarkozy. L'ouvrage retrace ainsi le rôle d'Emmanuelle Mignon, proche du ministre Sarkozy puis directrice du cabinet du président, que Lindner appelle « l'intellectuelle organique du sarkozysme » (p. 182) ; l'usage profondément stratégique que le Président Sarkozy faisait des représentantes racisées dans son équipe, notamment Fadela Amara, Rama Yade, et Rachida Dati ; ou bien le réseau clientéliste que Sarkozy

7 - Lindner emprunte cette phrase à Edgar Morin, « Le trou noir de la laïcité », *Le Débat. Histoire, politique, société*, n° 48, 1990, p. 38-41.

8 - Voir Patrick Weil, « Le statut des musulmans en Algérie coloniale : Une nationalité française dénaturée », *Histoire de la Justice*, vol. 1, n° 16, 2005, p. 93-109.

entretenait avec des associations musulmanes. Pour Lindner, le sarkozysme se réfère donc à ce qu'il appelle judicieusement « une politique de présence sans politique » : au-delà d'un conservatisme répressif, il s'agit beaucoup plus d'une synthèse stratégique entre inclusion et répression, qui arrivait à lier un discours sur la « diversité » avec la défense d'une laïcité de plus en plus autoritaire et explicitement anti-musulmans. Comme « une Margaret Thatcher à la française » (Yves Sintomer, cité p. 274), Nicolas Sarkozy a ainsi su conduire une politique à la fois inclusive et répressive qui a déstabilisé la gauche à long terme, même si l'hégémonie sarkozyste s'est écroulée aux élections présidentielles de 2012. Mais au-delà de sa chute, l'impact profond du sarkozysme en France, où la laïcité « peut aujourd'hui signifier strictement "islamophobie" » (p. 276), reste une force beaucoup plus durable que sa propre hégémonie.

Malgré ses limitations théoriques, *Die Hegemoniekämpfe in Frankreich* de Kolja Lindner est une histoire politique du présent tout à fait extraordinaire, publiée à un moment opportun. Aussi critique que compréhensive, ce livre brise le tabou qui empêche souvent des analyses approfondies des constructions de race et de postcolonialité en France – un tabou qui est à la fois empiriquement inadéquat et politiquement irresponsable.

Niklas Plaetzer
Department of Political Science, University of Chicago